

EP



**Programme des
Nations Unies
pour l'environnement**



UNEP(OCA)/MED WG.129/4
11 juin 1997

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion des Points focaux nationaux du PAM,

Athènes, 7-9 juillet 1997

**RECOMMANDATIONS ET BUDGET PROGRAMME
POUR 1998-1999**

PROPOSITION DU SECRETARIAT

Introduction

Pour le Plan d' action pour la Méditerranée, l'exercice biennal 1998-1999 sera une période tout à fait importante et critique au cours de laquelle les nouvelles ambitions du Plan d'Action pour la Méditerranée devront s'exprimer avec force qu'il s'agisse:

- de l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions juridiques et du MED POL Phase III;
- du développement des activités de la Commission Méditerranéenne pour le développement durable;
- de la coopération internationale en Méditerranée, en particulier dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen;
- de la mise en oeuvre au niveau national et local des politiques de protection de l'environnement et de développement durable définies à l'échelle régionale;
- de l'information sur l'état de l'environnement de la région méditerranéenne et politiques menées pour son amélioration.

Concernant les instruments juridiques, le Plan d'action pour la Méditerranée vient d'achever le cycle de révision lancé par la réunion des Parties contractantes d'Antalya en 1993.

1994 fût l'année de la signature du protocole offshore.

1995 a vu la révision de la Convention de Barcelone et du Protocole "immersions" ainsi que l'adoption du nouveau Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la biodiversité.

En 1996, les Parties contractantes ont adopté les amendements au Protocole tellurique, le nouveau Protocole sur les déchets dangereux et les annexes au Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la biodiversité.

Le cycle entamé en 1994 est ainsi achevé et le temps est venu pour les Parties contractantes de ratifier ces différents documents afin que le Plan d'action pour la Méditerranée ne demeure pas trop longtemps dans une situation transitoire du point de vue juridique.

Restent à examiner les domaines juridiques qui pourraient figurer sur l'agenda des années 1998-1999 et au-delà.

La question de la responsabilité et de la réparation va faire l'objet d'une première réunion à Rijeka en septembre 1997 grâce à l'invitation du Gouvernement croate. A l'issue de cette première réunion, on pourra apprécier le degré de maturité de cette question.

D'autre part, le Rempec, appuyé par ses correspondants, a suggéré que le Protocole sur les situations critiques fasse l'objet d'une procédure de révision. A ce sujet, l'Unité de coordination est attachée à ce qu'une révision éventuelle de ce Protocole qui n'avait pas été décidée à Antalya ne soit engagée qu'avec la perspective d'ajouter une véritable valeur aux règles déjà en vigueur.

Le MED POL va dorénavant se concentrer sur des activités relatives au contrôle de la pollution. Il va travailler en étroite collaboration avec les pays de manière à leur permettre de formuler et mettre en oeuvre, au niveau régional et national, des programmes et des mesures visant à la réduction et l'élimination de la pollution émanant des activités menées à terre.

A cet égard, les activités relatives à la formation et au renforcement des capacités des pays vont maintenant viser les aspects de gestion du contrôle de la pollution, y compris la surveillance de la conformité.

Un programme donc plus ciblé à l'action, qui se base sur l'importante expérience acquise suite à l'évaluation et l'identification de la pollution de la région menées pendant les Phases I et II.

Les années 1996 et 1997 ont vu la mise en place de la Commission méditerranéenne du développement durable. Celle-ci a adopté un programme de travail raisonnable et étalé dans le temps. Sa troisième réunion aura lieu en France au mois d'octobre 1997 avec l'objectif de transmettre des recommandations aux Parties contractantes pour leur réunion de Tunis dans deux domaines: la gestion de la demande en eau et la gestion durable des zones côtières.

Les incidences budgétaires de la création de la Commission sont sensibles, notamment pour les travaux préparatoires concernant les thèmes de travail. Il a donc fallu opérer un redéploiement budgétaire pour faire face à ces nouveaux besoins.

Conformément à une recommandation adoptée par les Parties contractantes à Montpellier, le Secrétariat, aidé par un Groupe de travail informel, a examiné les problèmes de structures au sein du Plan d'action pour la Méditerranée.

Comme on le sait, le Plan d'action pour la Méditerranée s'appuie au niveau du Secrétariat sur l'Unité de coordination dépendant du PNUE qui abrite le programme MED POL mais aussi sur de nombreux Centres d'activités régionales; quatre d'entre eux (CAR/PB, CAR/PAP, CAR/ASP, REMPEC) ont été créés et établis il y a plus de 15 ans par décision des Parties contractantes et reposent largement sur son soutien financier: le CAR/TDE et le CAR/PP ont été offerts et mis à disposition du Plan d'action pour la Méditerranée respectivement par l'Italie et l'Espagne, plus récemment, pour contribuer à la mise en oeuvre de ses activités.

Bien que la majorité de ces centres aient un statut national, ils concourent activement à la mise en oeuvre du Plan d'action pour la Méditerranée, le représentent pour des activités techniques et sont donc pleinement reconnus à ce titre dans la région. Il est donc important que leur organisation et leur mode de fonctionnement reflètent cet état de fait; c'est le sens des recommandations préparées dans le cadre du groupe de travail et présentées pour examen et décision aux points focaux.

Quant à l'Unité de coordination renforcée en 1996 et dont les postes vacants sont en voie d'être pourvus, elle doit jouer un rôle accru pour que la coordination soit plus effectivement assumée dans ce contexte beaucoup plus complexe.

Ceci nous amène à poser les problèmes de moyens humains et financiers du Plan d'action pour la Méditerranée.

Concernant les ressources humaines disponibles, certaines lacunes sérieuses existent encore: absence de cadre pour l'information à l'Unité de Coordination, absence d'administrateur financier au REMPEC. Cependant, les moyens budgétaires ne permettent pas de créer de tels emplois, sauf à réduire les activités ou transformer des postes existants.

Cette situation est particulièrement critique en ce qui concerne la politique d'information du Plan d'action pour la Méditerranée. Il est évident que la politique suivie jusqu'à présent ne se situe pas au niveau pertinent.

Le bulletin Medondes devrait être modernisé. Un rapport annuel devrait être publié. Des brochures et vidéos sur divers sujets devraient être édités et l'ensemble devrait s'inscrire dans une stratégie d'ensemble.

Nous proposons de soumettre un tel projet au Bureau en 1998.

Concernant le budget, nous avons à résoudre la contradiction de plus en plus forte entre des responsabilités qui s'accroissent et des moyens très limités. Aussi le budget 1998-1999 propose une nouvelle stratégie budgétaire:

1. Concernant la structure du budget

Celle-ci sera présentée de façon thématique et non administrative, de façon à bien montrer que l'exercice budgétaire consiste non pas à répartir des crédits entre des Unités administratives, mais entre différents thèmes jugés prioritaires par les Parties.

2. Concernant les contributions ordinaires

Sur la base des discussions du Bureau (Palma - 9 Mai 1997), nous proposons de stabiliser les contributions pour 1998 par rapport à 1997 et de prévoir une majoration limitée à 2% en 1999 en tenant compte de la nécessité d'organiser la XIème réunion des Parties contractantes cette année-là.

2.1. Nous avons maintenu le système des contributions extraordinaires qui permet à certains pays de contribuer en prestations réelles.

2.2. Concernant les arriérés impayés

Nous avons isolé la contribution due par l'ex-Yougoslavie dont il y a très peu de chances qu'elle soit versée en 1998-1999 et renoncé à prévoir que des activités soient financées au moyen de cette ressource trop incertaine. En cas de déblocage, nous pourrions identifier sans difficultés les activités qui pourraient être financées.

3. Concernant la présentation des recettes

Trois sources sont identifiées:

- le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée (MTF);
- la contribution volontaire de l'Union européenne;
- les sources extérieures à rechercher.

4. Concernant le montant des dépenses

Le montant a été ajusté pour tenir compte de la réalité, en particulier le non-versement de la contribution de l'ex-Yougoslavie. Par conséquent, il est inutile de prévoir que des activités pourraient être assurées avec cette ressource. Le volume des activités réellement financé en 1998 et 1999 devrait être en ligne avec ce qui sera réellement financé en 1997.

Les activités sont programmées et financées à partir des principes suivants:

Au sein du Plan d'action pour la Méditerranée existent deux fonctions principales: d'une part une fonction de Secrétariat de la Convention qui doit donc assumer des activités de coordination et de suivi qui nous paraissent relever des contributions du Fonds d'affectation,

d'autre part une fonction d'élaboration et de mise en oeuvre de programmes tels que les Programmes d'aménagement côtier ou les activités de formation qui prennent la forme de projets et peuvent relever du financement volontaire de la Communauté européenne ou de sources extérieures.

On notera que les crédits du Fonds multilatéral disponibles pour des activités, y compris les réunions institutionnelles, s'élèvent à environ 1,5 millions de dollars ce qui est très en deçà des besoins; par conséquent, le recours aux sources extérieures s'impose avec force, d'autant plus que les besoins grandissent dans le domaine de la biodiversité, de la lutte contre la pollution et des activités relatives au couple développement / environnement en incluant la gestion des zones côtières.

Par exemple, en 1997, un important projet FEM a été mis en oeuvre par le MED POL, d'autre part, la Commission a financé une fraction substantielle de l'Observatoire Méditerranéen pour l'environnement et le développement.

Enfin, le METAP a également programmé un soutien financier pour l'OMED et pour la mise en oeuvre du protocole tellurique. Telle est la voie à suivre pour les activités qui prennent la forme de projets.

Ceci nous amène à aborder les questions de coopération internationale pour l'environnement et le développement durable en Méditerranée.

Ces dernières années, les initiatives se sont multipliées en vue de générer ou soutenir des politiques de protection de l'environnement en Méditerranée; on peut citer à ce sujet le Programme d'assistance technique pour la protection de l'environnement méditerranéen (METAP), la partie Eau et Environnement du partenariat euro-méditerranéen ainsi que les initiatives prises par des réseaux de collectivités territoriales ou d'organisations non gouvernementales telles que le WWF, l'UICN qui ont établi des bureaux pour la Méditerranée.

On note également le développement de l'activité de l'Agence européenne de l'environnement en direction de la Méditerranée.

Conformément aux recommandations des Parties contractantes, le Secrétariat coopère avec l'ensemble des institutions porteuses de ces initiatives afin de faciliter les synergies nécessaires.

Le Secrétariat est également soucieux de renforcer la coopération avec les autres conventions internationales affectant la Méditerranée; c'est particulièrement le cas avec les Conventions de Berne, de Bonn, de Ramsar en ce qui concerne la biodiversité.

Enfin, le Secrétariat participe activement à la préparation de la Conférence d'Aarhus ("Environnement pour l'Europe").

Les recommandations et le projet de budget pour 1998-1999 reflètent les préoccupations et principes exprimés ci-dessus.

RECOMMANDATIONS

A. RECOMMANDATIONS ADRESSEES AUX PARTIES CONTRACTANTES

I. COORDINATION

Priorités stratégiques

Inviter les Parties contractantes à:

1. Accorder une haute priorité à l'application des instruments juridiques du PAM, et demander au Secrétariat de les aider à mettre en oeuvre ces instruments, notamment les Protocoles relatifs à la pollution d'origine tellurique et aux aires spécialement protégées en tant que tâches les plus urgentes.
2. Ne pas ménager leurs efforts dans la mise en oeuvre intégrale du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, grâce à l'élaboration de programmes d'action nationaux, tels qu'ils sont envisagés dans le Protocole tellurique modifié.
3. Pour celles qui remplissent les conditions de candidature requises, soumettre des projets auprès du Fonds mondial pour l'environnement (FEM), notamment des projets dans les domaines de la biodiversité et des eaux internationales.

Composante juridique

Inviter les Parties contractantes à:

1. Notifier par écrit au Dépositaire leur acceptation des modifications de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, du Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (Protocole "immersions") et du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Protocole "tellurique").
2. Pour celles qui ne l'ont pas encore fait, signer/ratifier le Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, ainsi que ses trois annexes (Protocole ASP), le Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol (Protocole "offshore"), et le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination (Protocole "déchets dangereux").
3. Examiner la situation de leur pays au regard des autres conventions, protocoles et accords internationaux pertinents et accélérer si possible la signature des instruments qui peuvent avoir une influence positive sur le bassin méditerranéen.

II. PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

a. Lutte contre la pollution

1. Commencer à formuler et à mener des activités concrètes axées sur la lutte contre la pollution, y compris des instruments environnementaux tels que l'éco-audit.
2. Considérer que les activités d'assurance de la qualité des données sont essentielles si l'on veut que les données sur la pollution tirées des activités de surveillance continue ait la fiabilité requise;
3. Concentrer les efforts, pendant l'exercice biennal 1998-1999, sur la définition de politiques et de stratégies d'exécution concernant la réduction des substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation (TPB) en vue de leur élimination, la gestion et l'évacuation des eaux usées municipales ainsi que la prévention et la suppression des rejets d'éléments nutritifs.
4. Confier au Secrétariat la coordination et le suivi des activités liées à l'application future du Protocole "déchets dangereux", conformément aux recommandations du Groupe ad hoc chargé d'analyser les structures de l'Unité MED, des CAR et du MED POL.
5. Poursuivre et/ou renforcer la coopération avec les organismes compétents des Nations Unies, Centres d'activités régionales, organisations intergouvernementales et internationales, accords et programmes sous-régionaux et, s'il y a lieu, organisations non gouvernementales, en vue de la réalisation des activités prioritaires approuvées par les Parties contractantes.
6. Allouer des fonds suffisants, fonds extérieurs y compris, pour une mise en oeuvre adéquate de MED POL - Phase III, en ayant à l'esprit les activités qui doivent être réalisées dans le cadre des Protocoles "tellurique", "immersions" et "déchets dangereux" en vue du développement durable du bassin méditerranéen.

b. Prévention de la pollution du milieu marin par les navires

Inviter les Parties contractantes à:

1. Adopter la stratégie régionale en matière de prévention de la pollution du milieu marin par les navires, proposée par la réunion des correspondants du REMPEC tenue à Malte du 22 au 26 octobre 1996, qui figure dans le document (UNEP(OCA)/MED WG.129/5).
2. [Modifier le Protocole "situations critiques" afin d'y introduire les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de cette stratégie et viser l'adoption des amendements correspondants à l'occasion de leur réunion de 1999].
3. Adopter l'annexe à leur Résolution 7 concernant les objectifs et fonctions du REMPEC, tel que modifiée, qui figure dans le document (UNEP(OCA)/MED WG. 129/5).

III. PROTECTION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Inviter les Parties contractantes à:

1. Intensifier leurs efforts en vue de la protection du patrimoine commun à la Méditerranée, notamment par une gestion efficace des aires protégées marines et côtières déjà établies. Compte tenu du nombre encore restreint d'aires protégées marines en Méditerranée, les Parties sont aussi instamment invitées à créer des aires protégées couvrant la plupart des habitats et écosystèmes critiques de la région.
2. Evaluer et au besoin améliorer l'information concernant le statut des espèces énumérées dans les annexes du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (Protocole ASP) dans les zones relevant de leur souveraineté et de leur juridiction.

IV. GESTION DURABLE DES ZONES COTIERES ET DES RESSOURCES NATURELLES

Inviter les Parties contractantes à:

1. Consacrer un surcroît d'efforts et de ressources humaines et financières à la définition et la mise en oeuvre des politiques et stratégies de planification et gestion intégrées des zones côtières [et envisager la possibilité d'élaborer et adopter un protocole régional relatif à la GIZC].
2. Organiser l'application des lignes directrices régionales pour la planification et la gestion du littoral, et autres activités connexes, dans des zones plus restreintes, en vue de résoudre les problèmes d'environnement les plus urgents et de réaliser un développement durable des zones côtières.
3. Accélérer l'application d'instruments économiques et autres outils et techniques de planification et gestion de l'espace littoral afin d'appliquer le plus rapidement possible des lignes directrices régionales pour le développement durable des zones côtières de la Méditerranée.
4. Offrir leur appui au CAR/PAP pour l'établissement et la diffusion des rapports techniques, manuels, lignes directrices et autres renseignements relatifs à la planification et à la gestion du littoral, au tourisme, à une gestion plus efficace des ressources côtières, ainsi qu'à la gestion du développement et de l'environnement.
5. Mettre en place leurs systèmes nationaux et régionaux d'information sur l'environnement et le développement durable, grâce à la création d'observatoires nationaux ou fonctions similaires, pour l'observation, l'analyse, le suivi et l'évaluation des situations, politiques et actions.
6. S'employer à prendre dûment en compte dans leurs stratégies nationales de développement les interactions entre population, activités économiques et environnement, avec leurs tendances futures, en recourant à une approche prospective.
7. Développer les activités de renforcement des capacités dans les domaines de la gestion et du développement durable du littoral, au moyen d'une approche intégrant développement et environnement et reposant notamment sur des outils décisionnels comme les indicateurs et l'analyse prospective.

8. Promouvoir l'intégration de la télédétection dans les processus de planification et de prise de décisions en vue d'une gestion durable des ressources.
9. Pour les Parties qui accueillent des projets PAC et des programmes bilatéraux et multilatéraux pertinents, appuyer ces projets à titre de zones de démonstration concrètes pour le développement durable et la protection de l'environnement méditerranéen.

B. RECOMMANDATIONS ADRESSEES AU SECRETARIAT

I. UNITE MED

1. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à renforcer sa coopération avec les institutions compétentes des Nations Unies et autres organisations internationales, et notamment avec le programme METAP, l'UICN et l'EU, au profit de l'environnement et du développement durable de la Méditerranée.
2. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à renforcer sa coopération et améliorer la coordination avec les organisations non gouvernementales qualifiées, en leur fournissant l'appui nécessaire, notamment dans le domaine de l'information et de la participation du public.
3. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à renforcer sa coopération et améliorer la coordination avec les secrétariats respectifs des conventions concernant l'environnement afin d'éviter que les travaux ne se recoupent et de tirer parti de leurs programmes.
4. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à renforcer sa coopération avec le Conseil de l'Europe et la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/ONU), notamment dans le cadre du processus "Environnement pour l'Europe" (Conférence ministérielle de Sofia, 1995).
5. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à resserrer ses relations avec l'Agence européenne de l'environnement (AEE), notamment sur la question de l'état de l'environnement méditerranéen.
6. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à instaurer une coopération et une coordination avec le Secrétariat du Conseil des ministres chargés de l'environnement de la Ligue arabe.
7. Adopter les recommandations du Groupe ad hoc sur les structures de l'Unité MED, du MED POL et des CAR, telles qu'elles figurent à l'annexe I du présent document, et demander au Secrétariat de prendre les dispositions nécessaires pour les concrétiser.
8. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à aider les Parties contractantes à transposer dans leurs réglementations nationales, de la manière la plus judicieuse possible, les instruments juridiques du PAM.
9. Inviter le Secrétariat (Unité MED), faisant office de Secrétariat de la Commission méditerranéenne du développement durable, de s'employer encore plus activement à aider la Commission à s'acquitter sans heurts de ses tâches.
10. Inviter le Secrétariat (Unité MED) à élaborer et présenter au Bureau des Parties contractantes un programme d'actions concrètes dans le domaine de l'information au sein du système du PAM.

11. Inviter le Secrétariat (Unité MED), à prendre les initiatives nécessaires pour mieux faire connaître le PAM et ses instruments juridiques au sein comme au dehors de la région méditerranéenne.
12. Demander au Secrétariat (Unité MED) de finaliser le projet d'un système cohérent d'établissement des rapports demandé par la dernière réunion des Parties contractantes (Montpellier, juillet 1996) et soumettre le projet final à la Dixième réunion ordinaire des Parties contractantes (Tunis, novembre 1997), pour examen et approbation.

II. MED POL

Prévention et lutte contre la pollution

1. Demander au Secrétariat (MED POL) d'accorder la priorité aux activités tendant à renforcer les capacités dans les domaines de la conception et de la réalisation de programmes de surveillance continue des tendances de la pollution, de la surveillance continue des effets biologiques et de la surveillance continue de la conformité.
2. Demander au Secrétariat (MED POL) d'achever et mettre à jour les travaux concernant l'identification des sources et charges polluantes liées aux sites critiques et d'entreprendre la formulation et la mise en oeuvre de plans d'action, programmes et mesures concernant la lutte contre la pollution due aux activités menées à terre.
3. Demander au Secrétariat (MED POL) d'entreprendre le traitement et l'analyse des données tirées des activités de surveillance continue des tendances ainsi que d'explorer les divers moyens de renforcer substantiellement les capacités d'analyse statistique du MED POL.

III. REMPEC

1. Demander au Secrétariat (REMPEC), [en attendant l'adoption et l'entrée en vigueur des modifications du Protocole relatif aux opérations d'immersion], de prendre en charge la mise en oeuvre de la stratégie en matière de prévention de la pollution du milieu marin par les navires au plan de la coopération entre les Etats méditerranéens, complétant ainsi son action concernant la préparation et l'intervention en cas de pollution marine accidentelle.

IV. CAR/PB

1. Inviter le Secrétariat (CAR/PB) à poursuivre et à améliorer, en coopération avec les institutions nationales qualifiées, l'analyse prospective et l'évaluation des interactions environnement/développement au niveau de l'ensemble de la Méditerranée et au niveau du littoral, en assurant dans le même temps la formation adéquate de spécialistes et la diffusion de l'information et des résultats.
2. Inviter le Secrétariat (CAR/PB) à poursuivre et renforcer les activités de l'Observatoire méditerranéen pour l'environnement et le développement, en étroite coopération avec l'Unité MED, les CAR et les organisations régionales et internationales concernées, et en contribuant, par une assistance technique financée, au besoin, sur des fonds extrabudgétaires, à la mise en place d'observatoires nationaux correspondants et d'un réseau régional approprié.

3. Inviter le Secrétariat (CAR/PB) à fournir l'appui nécessaire aux activités de la CMDD, à ses groupes de travail et à ses ateliers, notamment ceux qui se rattachent à ses domaines d'activité.
4. Inviter le Secrétariat (CAR/PB) à intégrer les résultats de ses activités dans des recommandations de nature politique et stratégique en vue de la prise de décisions concernant le développement durable, afin d'établir pour l'an 2000 un panorama prospectif de la Méditerranée qui focalisera notamment sur les régions côtières, ainsi qu'un rapport sur l'état de l'environnement et du développement durable en Méditerranée, en étroite coopération avec les autres volets du PAM.
4. Inviter le Secrétariat (CAR/PB) à resserrer sa coopération avec les institutions partenaires (CE/AEE/EUROSTAT, METAP, institutions nationales, etc.) en vue d'activités analytiques et prospectives conjointes liées au développement durable des régions côtières de la Méditerranée, et ce conformément aux priorités du PAM.
5. Inviter le Secrétariat (CAR/PB) à améliorer ses activités de renforcement des capacités et de communication par une série d'ateliers bien ciblés et une diffusion plus large de ses résultats et produits, autant que possible en français et en anglais (fascicules, profils de pays, documents directifs, fiches de données et d'indicateurs, etc.).

V. CAR/PAP

1. Inviter le Secrétariat (CAR/PAP) à veiller tout spécialement à accroître l'efficacité de la mise en oeuvre du programme, le renforcement des capacités et des institutions dans le cadre de la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée.
2. Inviter le Secrétariat (CAR/PAP) à offrir son plein appui technique et qualifié à la CMDD et à ses groupes de travail, notamment ceux traitant du développement durable des zones côtières et des ressources en eau, et à apporter son concours à la préparation et au déroulement des ateliers techniques qui seront organisés en 1998 et à la mise en oeuvre de leurs conclusions.
3. Inviter le Secrétariat (CAR/PAP) à améliorer la qualité de la mise en oeuvre du Programme d'aménagement côtier (PAC).
4. Inviter le Secrétariat (CAR/PAP) à continuer à explorer les méthodes et techniques les plus appropriées, ainsi qu'à développer ses activités de renforcement des capacités et des institutions dans les domaines de la planification et de la gestion intégrées du littoral, de la gestion des ressources en eau, de la gestion des déchets solides et liquides, du tourisme durable, de l'aquaculture, et de la gestion de l'érosion des sols.

VI. CAR/ASP

1. Inviter le Secrétariat (CAR/ASP) à s'employer à nouer des liens de coopération avec le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, en ayant à l'esprit l'étude comparative entre le Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée, la Convention sur la diversité biologique et les autres instruments juridiques applicables à la région méditerranéenne.

2. Inviter le Secrétariat (CAR/ASP) à poursuivre la coopération avec le Secrétariat de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (Convention de Bonn) dans la recherche de mécanismes de coordination pour la mise en oeuvre de l'accord sur les cétacés pour la mer Méditerranée, la mer Noire et la zone atlantique adjacente (Monaco, 24 novembre 1996).
3. Approuver la proposition du Réseau méditerranéen d'aires protégées (MEDPAN) de confier le secrétariat de celui-ci au CAR/ASP.
4. Inviter le Secrétariat (CAR/ASP) à aider les Parties contractantes à évaluer le statut des espèces énumérées aux annexes du Protocole ASP, et à évaluer le statut de ces espèces au niveau régional.
5. Inviter le Secrétariat (CAR/ASP) à continuer d'aider les Parties contractantes à élaborer les stratégies nationales de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant dûment compte de la biodiversité marine dans ces stratégies.
6. Inviter le Secrétariat (CAR/ASP) à élaborer des lignes directrices consacrées aux questions de l'introduction et de la réintroduction d'espèces marines en Méditerranée.
7. Inviter le Secrétariat (CAR/ASP) à finaliser les critères communs pour l'établissement d'inventaires des éléments de la diversité biologique en Méditerranée, pour soumission et approbation par la Dixième réunion ordinaire des Parties contractantes.

VII. CAR/TDE

1. Inviter le Secrétariat (CAR/TDE) à contribuer à la mise en oeuvre des Programmes d'aménagement côtier (PAC) en cours d'exécution et prévus en recourant à la télédétection et en l'intégrant à d'autres sources d'information, en coopération avec des institutions et experts nationaux et avec leur assistance.
2. Inviter le Secrétariat (CAR/TDE) à développer le renforcement des capacités pour la mise en place de systèmes d'information appuyés par la télédétection, favorisant ainsi l'instauration d'un réseau méditerranéen pour l'utilisation efficace de ces techniques.
3. Inviter le Secrétariat (CAR/TDE) à coopérer avec les pays méditerranéens pour mettre en place des activités de surveillance continue de l'état et de l'évolution de questions environnementales prioritaires (comme la désertification, les transformations du littoral, l'urbanisation), en recherchant des sources extérieures de financement.
4. Inviter le Secrétariat (CAR/TDE) à planifier, promouvoir et développer l'utilisation de la télédétection pour observer et surveiller la pollution par les hydrocarbures en mer Méditerranée, pour appuyer les activités MED POL ainsi que pour évaluer la vulnérabilité du littoral à la pollution marine.
5. Inviter le Secrétariat (CAR/TDE), en coopération avec d'autres volets du PAM, à appuyer pleinement la Commission méditerranéenne du développement durable lors de la préparation de programmes d'activités prioritaires destinés à être réalisés dans le cadre du PAM.

VIII. CAR/PP

Etant donné que la première réunion des points focaux du CAR/PP se tiendra les 9 et 10 juin 1997, les recommandations se rapportant à ce Centre seront disponibles ultérieurement.

BUDGET-PROGRAMME PROPOSE POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999:

La présentation du budget-programme a été modifiée pour mieux rendre compte de la situation concernant les engagements de contributions non versées. Les contributions non versées ont été prises en compte pour 1998 à l'exception de celles de l'ex-Yougoslavie dont il ne serait pas réaliste d'escompter le versement à brève échéance. Le budget est présenté sur 3 colonnes. Tous les frais de personnel et de fonctionnement, quand ils ne sont pas directement financés par les pays hôtes, figurent à la colonne du Fonds d'affectation spéciale qui se compose des contributions des Parties contractantes. Cette colonne comprend aussi les activités pour lesquelles il ne sera pas recherché de financement extérieur. La deuxième colonne comprend des activités qui sont couvertes par la contribution volontaire de l'EU, et la troisième les activités que l'on prévoit de financer au moyen d'autres sources. Les montants de la troisième colonne sont donnés à titre indicatif et, dans la plupart des cas, il n'a pas encore été identifié de donateur. Aucune contribution non versée ne peut être prise en compte pour le financement des activités 1999; de plus, le fonds de roulement a dû être reajusté pour répondre aux besoins effectifs du PAM. Le Secrétariat suivra la situation concernant la disponibilité des fonds et il informera le Bureau des Parties contractantes dans le cas où des ajustements budgétaires devraient être opérés.

TABLEAU RECAPITULATIF DES ALLOCATIONS BUDGETAIRES

| | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|--|--------------------------------|------------------|
| | 1998 | 1999 |
| I. FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT | | |
| 1. UNITE DE COORDINATION, Athènes, Grèce | | |
| - Dépenses de personnel et frais de fonctionnement du Secrétariat | 856.000 | 891.000 |
| - Personnel MEDPOL | 498.000 | 510.000 |
| - Frais de fonctionnement couverts par la contribution de contrepartie de la Grèce | 400.000 | 400.000 |
| 2. ORGANISATIONS COOPERANT AU MEDPOL | 265.000 | 271.000 |
| 3. CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC) | 563.000 | 566.000 |
| 4. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES DU PLAN BLUE (CAR/BP) | 462.000 | 477.000 |
| 5. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES DU PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES (CAR/PAP) | 349.000 | 361.000 |
| 6. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LES AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES (CAR/ASP) | 283.000 | 283.000 |
| 7. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LA TELEDETECTION DE L'ENVIRONNEMENT (CAR/TDE) | 0 | 0 |
| 8. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LA PRODUCTION PROPRE (CAR/PP) | 0 | 0 |
| SOUS-TOTAL | 3.676.000 | 3.759.000 |
| COUTS D'APPUI AU PROGRAMME | 425.880 | 436.670 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT | 4.101.880 | 4.195.670 |

| | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|--|--------------------------------|------------------|
| | 1998 | 1999 |
| II. ACTIVITES | | |
| A. ACTIVITES A FINANCER SUR LE FONDS D'AFFECTATION (à l'exclusion de la contribution volontaire de l'E.U.) | | |
| 1. COORDINATION DU PROGRAMME | 350.000 | 498.653 |
| 2. PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 776.111 | 531.000 |
| 3. PROTECTION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE | 120.000 | 70.000 |
| 4. GESTION DURABLE DES ZONES COTIERES | 207.000 | 125.000 |
| 5. GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES | 46.000 | 35.000 |
| 6. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT | 120.000 | 110.000 |
| | SOUS-TOTAL 1.619.111 1.369.653 | |
| COUTS D'APPUI AU PROGRAMME | 210.484 | 178.055 |
| TOTAL ACTIVITES FINANCEES SUR LE FONDS D'AFFECTATION SPECIALE | 1.829.595 | 1.547.708 |

| | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|--------------------------------|----------------|
| | 1998 | 1999 |
| B. ACTIVITES A FINANCER SUR LA CONTRIBUTION VOLONTAIRE | | |
| 1. COORDINATION DU PROGRAMME | 0 | 0 |
| 2. PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 10.000 | 90.000 |
| 3. PROTECTION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE | 120.000 | 155.000 |
| 4. GESTION DURABLE DES ZONES COTIERES | 252.065 | 72.065 |
| 5. GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES | 20.000 | 80.000 |
| 6. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT | 90.000 | 95.000 |
| | SOUS-TOTAL 492.065 492.065 | |
| COUTS D'APPUI AU PROGRAMME | 63.968 | 63.968 |
| TOTAL ACTIVITES FINANCEES SUR LA CONTRIBUTION VOLONTAIRE DE L'E.U. | 556.033 | 556.033 |

BUDGET GLOBAL COUVRANT LES ACTIVITES, LES FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT DE L'UNITE DE COORDINATION ET DES CENTRES:

| | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|--------------------------------|------------------|
| | 1998 | 1999 |
| UNITE DE COORDINATION | | |
| TOTAL ACTIVITES | 435.000 | 518.653 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 1.256.000 | 1.291.000 |
| TOTAL | 1.691.000 | 1.809.653 |
| MEDPOL | | |
| TOTAL ACTIVITES | 634.111 | 510.000 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 763.000 | 781.000 |
| TOTAL | 1.397.111 | 1.291.000 |
| CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC) | | |
| TOTAL ACTIVITES | 192.000 | 121.000 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 563.000 | 566.000 |
| TOTAL | 755.000 | 687.000 |
| CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES DU PLAN BLUE (CAR/BP) | | |
| TOTAL ACTIVITES | 240.000 | 200.000 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 462.000 | 477.000 |
| TOTAL | 702.000 | 677.000 |
| CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES (CAR/PAP) | | |
| TOTAL ACTIVITES | 330.065 | 252.065 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 349.000 | 361.000 |
| TOTAL | 679.065 | 613.065 |
| CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LES AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES (CAR/ASP) | | |
| TOTAL ACTIVITES | 240.000 | 225.000 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 283.000 | 283.000 |
| TOTAL | 523.000 | 508.000 |
| CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LA TELEDETECTION DE L'ENVIRONNEMENT (CAR/TDE) | | |
| TOTAL ACTIVITES | 40.000 | 35.000 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 0 | 0 |
| TOTAL | 40.000 | 35.000 |
| CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LA PRODUCTION PROPRE (CAR/PP) | | |
| TOTAL ACTIVITES | 0 | 0 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | 0 | 0 |
| TOTAL | 0 | 0 |
| COUTS D'APPUI AU PROGRAMME | 700.333 | 678.693 |
| TOTAL GENERAL | 6.487.509 | 6.299.411 |

SOURCES DE FINANCEMENT

Le schéma suivant des sources de financement pour le budget-programme 1998-1999 est proposé aux Parties contractantes. S'agissant des contributions qui n'ont pas été versées depuis plusieurs années, il conviendra d'effectuer un examen de la situation afin d'établir une évaluation réaliste de la situation financière du PAM/PNUE.

| A. Recettes | 1998 | 1999 | Exercice 1998-99 |
|--|------------------|------------------|-------------------|
| Contributions au Fonds d'affectation | 4.560.546 | 4.560.546 | 9.121.092 |
| Contributions extraordinaires | 150.367 | 252.832 | 403.199 |
| Contribution de contrepartie de la Grèce | 400.000 | 400.000 | 800.000 |
| Contribution de contrepartie du PNUE | 50.000 | 50.000 | 100.000 |
| Total contributions | 5.160.913 | 5.263.378 | 10.424.291 |
| Total contributions non versées pour 1996 et les années antérieures* | 650.562 | 0 | 650.562 |
| Ajustement du fonds de roulement** | 120.000 | 480.000 | 600.000 |
| Total recettes prévues | 5.931.475 | 5.743.378 | 11.674.853 |
| B. Engagements | | | |
| Engagements | 5.295.111 | 5.128.653 | 10.423.764 |
| Coûts d'appui au programme | 636.364 | 614.725 | 1.251.089 |
| Total engagements | 5.931.475 | 5.743.378 | 11.674.853 |

* Le montant des contributions non versées pour 1996 et les années antérieures ne comprend pas la somme de 469.976 \$ E.U., représentant les arriérés de l'ex-Yougoslavie accumulés depuis 1991 et dont on ne prévoit pas le versement dans un avenir proche.

** Le fonds de roulement a dû être ajusté pour répondre aux besoins effectifs du PAM.

| A. Recettes | 1998 | 1999 | Exercice 1998-99 |
|--|----------------|----------------|------------------|
| Contribution volontaire de l'E.U. | 556.033 | 556.033 | 1.112.066 |
| B. Engagements | | | |
| Activités financées sur la contribution volontaire de l'E.U. | 492.065 | 492.065 | 984.130 |
| Coûts d'appui au programme | 63.968 | 63.968 | 127.937 |
| Total engagements | 556.033 | 556.033 | 1.112.067 |

Contributions proposées pour 1998-1999 (en dollars E.U.):

| Parties contractantes | % | Contributions ordinaires au Fonds d'aff. pour 1998 (en \$ E.U.) | Contributions extraordinaires pour 1998 (en \$ E.U.) | Contributions ordinaires au Fonds d'aff. pour 1999 (en \$ E.U.) | Contributions extraordinaires pour 1999 (en \$ E.U.) |
|---------------------------------|------------|---|--|---|--|
| Albanie | 0,07 | 3.192 | 108 | 3.192 | 182 |
| Algérie | 1,05 | 47.886 | 1.619 | 47.886 | 2.723 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,3 | 13.682 | 463 | 13.682 | 778 |
| E.U. | 2,5 | 114.014 | a/ | 114.014 | a/ |
| Chypre | 0,14 | 6.385 | 216 | 6.385 | 363 |
| Croatie | 0,97 | 44.237 | 1.496 | 44.237 | 2.515 |
| Egypte | 0,49 | 22.347 | 756 | 22.347 | 1.271 |
| Espagne | 14,99 | 683.626 | 23.118 | 683.626 | 38.871 |
| France | 37,97 | 1.731.639 | 58.558 | 1.731.639 | 98.461 |
| Grèce | 2,81 | 128.151 | 4.334 | 128.151 | 7.287 |
| Israël | 1,47 | 67.040 | 2.267 | 67.040 | 3.812 |
| Italie | 31,37 | 1.430.643 | 48.379 | 1.430.643 | 81.346 |
| Liban | 0,07 | 3.192 | 108 | 3.192 | 182 |
| Libye | 1,97 | 89.843 | 3.038 | 89.843 | 5.108 |
| Malte | 0,07 | 3.192 | 108 | 3.192 | 182 |
| Maroc | 0,28 | 12.770 | 432 | 12.770 | 726 |
| Monaco | 0,07 | 3.192 | 108 | 3.192 | 182 |
| Slovénie | 0,67 | 30.556 | 1.033 | 30.556 | 1.737 |
| Syrie | 0,28 | 12.770 | 432 | 12.770 | 726 |
| Tunisie | 0,21 | 9.577 | 324 | 9.577 | 545 |
| Turquie | 2,25 | 102.612 | 3.470 | 102.612 | 5.835 |
| Sous-total | 100 | 4.560.546 | 150.367 | 4.560.546 | 252.832 |
| Pays hôte (Grèce) | | 400.000 | | 400.000 | |
| Fonds pour l'environnement PNUE | | 50.000 | | 50.000 | |
| TOTAL | | 5.010.546 | 150.367 | 5.010.546 | 252.832 |

a/ La contribution extraordinaire de l'E.U. allouée à des activités du PAM est comprise dans sa contribution volontaire qui est inscrite au budget.

Contributions de contrepartie prévues en espèces/nature des Parties contractantes et des Organisations des Nations Unies aux projets du PAM:*

| Pays | | 1998 (000 \$ E.U.) | 1999 (000 \$ E.U.) |
|--|---------|-----------------------|-----------------------|
| Croatie | CAR/PAP | 150 | 150 |
| Italie | CAR/TDE | 300 | 300 |
| Malte | REMPEC | 75 | 75 |
| Espagne | CAR/PP | 119 | 119 |
| Tunisie | CAR/ASP | 70 | 70 |
| Organisations des Nations Unies | | | |
| OMS | MED POL | 100 | 100 |
| OMM | MED POL | 50 | 50 |
| AIEA | MED POL | 300 | 300 |
| COI/UNESCO | MED POL | 95 | 95 |

| | | 1998 (000 ECU) | 1999 (000 ECU) |
|--------|--------|-------------------|-------------------|
| France | CAR/BP | 350 | 350 |

* Tous les montants sont des estimations que la réunion des points focaux du PAM devra actualiser.

I. COORDINATION

1. COORDINATION DU PROGRAMME

Objectifs

Préparer le programme de travail et le budget du Plan d'action pour la Méditerranée pour examen par les réunions du Bureau et des points focaux nationaux, puis pour examen et approbation par les réunions ordinaires des Parties contractantes.

Assurer le secrétariat des réunions du Bureau, des points focaux nationaux et des Parties contractantes, et faire office de Secrétariat de la CMDD.

Coordonner des activités du PAM avec les organisations des Nations Unies participantes, les organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales, les Centres d'activités régionales du PAM et les secrétariats de conventions sur l'environnement pertinentes. Gérer le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée. (MTF).

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|--|--------|-----------------------------|----|--------|---------|----|--------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Onzième réunion ordinaire des Parties contractantes chargée d'examiner et d'approuver le budget-programme 2000-1 | MEDU | | | | 115.000 | | 80.000 |
| Réunion des points focaux nationaux du PAM chargés d'examiner l'état d'avancement du Plan d'action et de préparer le budget-programme 2000-1 | MEDU | | | | 100.000 | | |
| Quatrième réunion de la Commission méditerranéenne du développement durable en 1998 (consultants y compris) | MEDU | | | 80.000 | | | |
| Cinquième réunion de la Commission méditerranéenne du développement durable en 1999 (consultants y compris) | MEDU | | | | | | 80.000 |
| Suivi des recommandations de la CMDD | MEDU | 15.000 | | | 5.000 | | |
| Réunions du Bureau de la Commission méditerranéenne du développement durable (une par an)* | MEDU | 20.000 | | | 20.000 | | |
| Réunions du Bureau (deux par an) chargées d'examiner l'état d'avancement du Plan d'action, de conseiller le Secrétariat sur les problèmes rencontrés depuis la réunion des Parties contractantes, et de se prononcer sur les ajustements du programme et du budget | MEDU | 40.000 | | | 40.000 | | |
| Réunions des directeurs des Centres d'activités régionales et de l'Unité de Coordination pour la programmation et la coordination des activités du PAM (une par an) | MEDU | 10.000 | | | 10.000 | | |
| Formation des fonctionnaires nationaux à l'Unité MED sur les programmes et procédures du PAM (appui direct à 2 pays, 4 participants) | MEDU | 10.000 | | | 10.000 | | |

* En attendant l'adoption du règlement intérieur de la CMDD.

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|--|--------|-----------------------------|----------|----------------|----------------|----------|----------------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Deuxième réunion des experts désignés par les gouvernements méditerranéens sur la responsabilité et la réparation des dommages | MEDU | 20.000 | | 60.000 | | | |
| Conférences de présentation pour chaque projet PAC | MEDU | 30.000 | | | 30.000 | | |
| Appui aux pays pour appliquer l'approche participative aux processus de prise de décisions en matière de développement durable aux niveaux national et local | MEDU | 10.000 | | | | | |
| Appui aux ONG et à d'autres acteurs importants | MEDU | 20.000 | | | 13.653 | | |
| TOTAL ACTIVITES | | 175.000 | 0 | 140.000 | 343.653 | 0 | 160.000 |

2. INFORMATION ET PARTICIPATION

Objectifs

L'Unité de coordination assure la publication de MEDONDES, des rapports techniques; elle gère également une Unité de documentation. Elle alloue des fonds à des activités d'information du public dans le domaine de l'environnement.

A partir de 1998, elle se propose de publier un rapport bi-annuel d'activités du PAM destiné au public.

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|---|--------|-----------------------------|----------|---------------|----------------|----------|---------------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Publication et diffusion des rapports techniques du PAM | MEDU | 15.000 | | | 15.000 | | |
| Services de bibliothèque (sensibilisation à l'environnement et assistance pédagogique); bibliothécaire (consultant) | MEDU | 20.000 | | | 20.000 | | |
| Préparation, traduction, impression et diffusion du bulletin du PAM MEDONDES (en anglais, arabe et français) | MEDU | 40.000 | | | 40.000 | | |
| Appui à des campagnes nationales de sensibilisation du public | MEDU | 20.000 | | | 20.000 | | |
| Appui à la CMDD pour l'information et la participation | MEDU | | | 20.000 | | | 20.000 |
| Préparation, mise au point et traduction de brochures et rapports du PAM | MEDU | 30.000 | | 50.000 | 10.000 | | 20.000 |
| Impression et diffusion de brochures et rapports, y compris le recours à Internet | MEDU | 20.000 | | | 20.000 | | |
| TOTAL ACTIVITES | | 145.000 | 0 | 70.000 | 125.000 | 0 | 40.000 |

3. RENFORCEMENT DU CADRE JURIDIQUE

Objectifs

S'employer à obtenir le plus rapidement possible l'entrée en vigueur des nouveaux instruments juridiques du PAM et leur mise en oeuvre par les Parties contractantes.

Formuler et adopter des règles et procédures appropriées pour la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant de la pollution du milieu marin.

Promouvoir l'adoption des législations nationales pertinentes et veiller au respect par les Parties contractantes des dispositions de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles.

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|---|--------|-----------------------------|----------|----------|---------------|----------|----------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Aide juridique au Secrétariat | MEDU | 15.000 | | | 15.000 | | |
| Aide aux pays pour l'élaboration de leur législation nationale et l'application effective des mécanismes de contrôle visant à surveiller l'application de la Convention et de ses Protocoles ainsi que des mesures de protection adoptées, conformément aux objectifs du PAM II | MEDU | 15.000 | | | 15.000 | | |
| TOTAL ACTIVITES | | 30.000 | 0 | 0 | 30.000 | 0 | 0 |

II. PREVENTION ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Objectifs

Aider les Parties contractantes à formuler et mettre en oeuvre des plans d'action, programmes et mesures pour la réduction de la pollution d'origine tellurique, dans le cadre de la mise en oeuvre du Protocole "tellurique".

Aider les Parties contractantes à organiser et mettre en oeuvre des programmes de surveillance continue des tendances, des programmes de surveillance continue des effets biologiques et des programmes de surveillance continue de la conformité pour évaluer le niveau de pollution, l'efficacité des mesures prises et la conformité à la législation existante.

Utiliser les techniques de télédétection pour l'évaluation et la maîtrise de la pollution marine.

Aider les Parties contractantes à élaborer et mettre en oeuvre des programmes régionaux, sous-régionaux et nationaux de prévention, intervention et coopération en cas de pollution accidentelle due à des activités menées en mer et dans des ports (Protocole "situations critiques").

Aider les Parties contractantes à mettre en oeuvre le Protocole "immersions" et amorcer les préparatifs de la future mise en oeuvre des Protocoles "déchets dangereux" et "offshore".

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|--|--------|-----------------------------|----|---------|--------|--------|---------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| <u>Plan d'action *</u> Formulation de plans d'actions pour la réduction de la pollution | MEDPOL | 40.000 | | | 40.000 | | 20.000 |
| Recensement et évaluation des "points chauds" | MEDPOL | 40.000 | | | 30.000 | | |
| Définition de politiques et mise en oeuvre de stratégies pour l'élimination des TPB, pour la gestion des eaux usées et pour la prévention et la maîtrise des rejets d'éléments nutritifs | MEDPOL | 80.000 | | | | 40.000 | |
| Recherches ciblées sur l'action | MEDPOL | 40.000 | | | 30.000 | | 50.000 |
| <u>Application effective*</u> Respect et application effective de la législation, y compris le renforcement des capacités pour les systèmes d'inspection | MEDPOL | 50.000 | | 50.000 | | 40.000 | |
| Conception et mise en oeuvre de la surveillance continue de la conformité au niveau national, y compris l'assurance qualité des données | MEDPOL | 54.111 | | 30.000 | 40.000 | | 40.000 |
| Assistance directe accrue à certaines pays (programme de renforcement des capacités) | MEDPOL | | | 120.000 | 60.000 | | 60.000 |
| <u>Mise en oeuvre et contrôle</u> Assistance à la mise en oeuvre des plans d'action adoptés | MEDPOL | | | | 40.000 | | 100.000 |
| Conception et mise en oeuvre de la surveillance continue des tendances et des effets biologiques | MEDPOL | 60.000 | | | 50.000 | | |
| Assistance directe accrue à certaines pays (programmes de renforcement des capacités) | MEDPOL | 100.000 | | 50.000 | 40.000 | | 60.000 |
| Renforcement des capacités (formation et bourses) et assurance qualité des données | MEDPOL | 60.000 | | | 40.000 | | 40.000 |
| Recherches ciblées sur l'action | MEDPOL | 40.000 | | | | | 40.000 |
| <u>Coordination</u> Réunion des coordonnateurs nationaux pour le MED POL | MEDPOL | | | | 20.000 | | 40.000 |

* Un montant complémentaire de 25.000 \$ E.U. doit être fourni par l'OMS.

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|--|---------|-----------------------------|---------------|------------------|----------------|---------------|------------------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Réunion d'experts désignés par les gouvernements sur la mise en oeuvre du Protocole "tellurique" | MEDPOL | | | 60.000 | | | |
| Protocole "immersions" Assistance à la mise en oeuvre du Protocole "immersions" | MEDPOL | 10.000 | | | 10.000 | | |
| Protocoles "déchets dangereux et offshore" Assistance à la mise en oeuvre des Protocoles "déchets dangereux et offshore" | MEDPOL | 10.000 | | | 10.000 | | |
| Téledétection Activités d'étude et de surveillance appuyées par la téledétection pour le contrôle de la pollution par les hydrocarbures | CAR/TDE | 10.000 | | | 10.000 | | |
| Mise en oeuvre d'activités de surveillance appuyées par la téledétection pour le contrôle de la pollution par les hydrocarbures | CAR/TDE | | | 20.000 | | | 20.000 |
| Mise en oeuvre d'activités de surveillance des tendances sur la base de la téledétection | CAR/TDE | | | 35.000 | | | 35.000 |
| Prévention, intervention et coopération en cas de pollution marine accidentelle (Protocole "situations critiques") Assistance aux Etats dans la mise en place de leur système national de préparation et d'intervention | REMPEC | 10.000 | | | 10.000 | | |
| Assistance aux Etats dans la mise en place des systèmes d'intervention dans les situations d'urgence portuaires. | REMPEC | 10.000 | | | 6.000 | | |
| Développement du système d'information régional | REMPEC | 6.000 | | | 4.000 | | |
| Réunion des correspondants du REMPEC combinées avec une réunion d'experts juridiques | REMPEC | 65.000 | | | | | |
| Cours de formation régionaux | REMPEC | 75.000 | | | 75.000 | | |
| Développement de la base de données TROCS du REMPEC axées sur le transport maritime | REMPEC | | 10.000 | | | 10.000 | |
| Assistance technique aux Etats pour l'organisation des cours de formation nationaux | REMPEC | 8.000 | | | 8.000 | | |
| Assistance aux Etats en cas de situation d'urgence (Unité d'assistance méditerranéenne) | REMPEC | 8.000 | | | 8.000 | | |
| Projet de trois ans pour le développement des capacités de lutte contre les déversements accidentels de Chypre, de l'Egypte et d'Israël | REMPEC | | | 357.000 | | | 214.000 |
| Installations de réception portuaires pour la collecte des détritrus, des eaux de cale et des déchets huileux de navires | REMPEC | | | 290.000 | | | 398.000 |
| Préparation et lutte contre la pollution marine par les navires: Etablissement de cartes de sensibilité | REMPEC | | | 425.000 | | | 403.000 |
| Capacité de sauvetage | REMPEC | | | 182.000 | | | |
| Production propre: Réunion des points focaux, réunion d'experts, coopération avec la CMD, et publications | CAR/PP | | | 113.000 | | | 113.000 |
| TOTAL ACTIVITES | | 776.111 | 10.000 | 1.732.000 | 531.000 | 90.000 | 1.633.000 |

III. PROTECTION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Objectifs

Les activités proposées ont pour objectif général d'améliorer la protection et la gestion du patrimoine naturel de la Méditerranée par le biais de la mise en oeuvre du Plan d'action pour la Méditerranée et des autres instruments pertinents adoptés dans le cadre de celui-ci, en particulier le Protocole ASP et les plans d'action pour la conservation des espèces menacées (phoque moine, tortues marines et cétacés).

Ces activités ont pour objectifs plus concrets d'apprécier la situation et, si possible, d'évaluer la diversité biologique en Méditerranée en vue de définir des mesures judicieuses pour sa conservation:

- L'instauration d'une législation appropriée pour la protection et la gestion efficaces du patrimoine naturel (et culturel) de la région méditerranéenne.
- L'instauration de formes efficaces de gestion du patrimoine naturel (et culturel), en vue d'assurer sa conservation et de promouvoir ses aspects sociaux et économiques.
- L'accroissement des capacités des pays méditerranéens dans le domaine de la conservation et de la gestion du patrimoine naturel (et culturel).
- Une meilleure sensibilisation et information du public sur l'importance de la diversité biologique et sur les questions en rapport avec sa conservation et son utilisation durable.

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|--|---------|-----------------------------|--------|--------|--------|--------|-----|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| <u>Mesures juridiques</u> Assistance aux pays pour l'instauration et l'application effective de leur législation nationale dans le domaine de la conservation des sites et des espèces | CAR/ASP | 10.000 | | | 10.000 | | |
| <u>Planification et gestion</u> Réunion d'experts pour l'évaluation des trois plans d'action pour la conservation d'espèces adoptés dans le cadre du PAM | CAR/ASP | 40.000 | | 10.000 | | | |
| Elaboration d'un plan d'action pour la conservation de la végétation marine | CAR/ASP | | 20.000 | | | 25.000 | |
| Mise en oeuvre des plans d'actions pour la conservation des tortues marines et des cétacés, et pour la gestion du phoque moine en Méditerranée | CAR/ASP | | | | | 30.000 | |
| Assistance à l'exécution des PAC | CAR/ASP | 20.000 | | | | | |
| Assistance aux pays pour la création et la gestion d'ASP | CAR/ASP | | 20.000 | | | 20.000 | |
| Assistance aux pays pour l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies nationales dans le domaine de la conservation de la biodiversité | CAR/ASP | | 20.000 | | | 20.000 | |
| <u>Echange d'expériences et renforcement des capacités nationales</u> Sessions de formation sur les aspects scientifiques et techniques de la conservation du patrimoine naturel commun | CAR/ASP | 40.000 | | 10.000 | | 30.000 | |

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|--|---------|-----------------------------|---------|--------|--------|---------|--------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Réunion sur les espèces menacées en Méditerranée * | CAR/ASP | 10.000 | | | | | |
| Réunion des points focaux nationaux pour les ASP | CAR/ASP | | | | 40.000 | | |
| Collecte et évaluation périodique des données Collecte de données et assistance aux pays pour l'établissement d'inventaires des espèces et des sites | CAR/ASP | | 40.000 | | | 30.000 | |
| Information du public Production d'une documentation spéciale de sensibilisation et d'information du public (exposition itinérante) sur l'intérêt et la conservation de la diversité biologique | CAR/ASP | | 20.000 | | 20.000 | | 10.000 |
| TOTAL ACTIVITES | | 120.000 | 120.000 | 20.000 | 70.000 | 155.000 | 10.000 |

* Organisée conjointement avec Monaco et la Convention de Berne.

IV. LA GESTION DURABLE DES ZONES COTIERES

Objectifs

La gestion durable des zones côtières a été retenue par la CMDD comme l'un des huit thèmes prioritaires sur lesquels le PAM doit centrer sa réflexion. L'intégration de l'environnement/développement et des politiques de gestion des ressources dans le Programme d'aménagement côtier a été proposée et acceptée par les Parties contractantes. Ce programme d'aménagement intégré devrait inclure les résultats et le savoir-faire de tous les volets du PAM Phase II et du programme Action MED 21, tels que le développement et la gestion durable des ressources naturelles des zones côtières.

Les activités envisagées ont trait à la mise au point d'outils et de techniques de mise en oeuvre des politiques et des stratégies de planification et de gestion du littoral, et d'activités destinées au renforcement des capacités de planification du littoral dans la région.

Assurer la protection du littoral par des moyens juridiques et promouvoir l'échange de compétences techniques concernant les politiques et les stratégies dans ce domaine.

Ce programme comprend notamment six projets PAC en cours d'exécution qui en sont à divers stades d'avancement, à savoir: Algérie, Al-Hoceima/Maroc, Israël, Malte, Liban et Slovénie. Pour mettre en oeuvre ce projet, des ressources complémentaires extérieures sont nécessaires.

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|---|---------|-----------------------------|---------|---------|--------|--------|---------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Mise en oeuvre des PAC au Maroc, en Israël, à Malte, en Algérie, au Liban et en Slovénie | MEDU | 85.000 | | 100.000 | 20.000 | | 100.000 |
| Evaluation et maîtrise de la pollution dans les zones de PAC | MEDPOL | 20.000 | | | | | |
| Contribution aux activités des PAC grâce à l'analyse systémique et prospective, à la stratégie d'acteurs, aux outils de gestion etc., mais sans y inclure les coûts des études de faisabilité et les activités de coordination quand le PB est le gestionnaire du PAC | CAR/PB | | 50.000 | | | 10.000 | |
| Exécution des PAC (consultants, consultations, réunions, formation, contrats de sous-traitance) | CAR/PAP | | 182.065 | 100.000 | 30.000 | 20.065 | 100.000 |
| Planification des activités à mettre en oeuvre dans le PAC (études préliminaires, consultations, réunions) | CAR/TDE | | | 20.000 | | | 25.000 |
| Exécutions des PAC (assistance technique aux équipes locales, consultations, réunions) | CAR/TDE | | 20.000 | | | | 30.000 |
| Gestion intégrée des zones côtières (GIZC): Elaboration des politiques et stratégies de planification et de gestion durable du littoral, y compris des cours de formation | CAR/PAP | 42.000 | | 66.000 | 10.000 | 42.000 | 173.000 |
| Activités systémiques et prospectives Prospective globale en Méditerranée, mise au point d'outils prospectifs et préparation des fascicules | CAR/PB | 20.000 | | 20.000 | 20.000 | | 20.000 |

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|---|---------|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| Appui aux activités de la CMDD: Gestion durable des zones côtières | CAR/PAP | 30.000 | | | 30.000 | | |
| <u>Renforcement des capacités</u> Préparation des réunions avec des planificateurs et décideurs des pays méditerranéens ainsi qu'avec des représentants de centres de télédétection en vue de démontrer la contribution effective aux processus décisionnels nationaux permise par les systèmes d'information reposant sur des données d'observation de la Terre | CAR/TDE | 10.000 | | | 15.000 | | |
| TOTAL ACTIVITES | | 207.000 | 252.065 | 306.000 | 125.000 | 72.065 | 448.000 |

V. GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

Objectifs

Il est envisagé de poursuivre, dans le cadre de la CMDD, des activités intensives de suivi sur la gestion des ressources naturelles. Un certain nombre de pays et d'organisations et institutions internationales ont annoncé leur appui à ces activités. La base méthodologique a été créée et testée sur le terrain. A l'avenir, ces activités devraient être centrées sur l'application pratique des résultats et sur le renforcement des capacités. Une justification du programme d'activités pour les diverses ressources est donnée ci-dessous.

Gestion des ressources en eau:

Pour faciliter la prise de décisions concernant la solution de problèmes complexes et mal structurés, il est nécessaire de fournir un Système d'appui à la décision (SAD) adéquat. Le SAD concerne avant tout le soutien à la prise de décisions par l'identification et la solution des problèmes à tous les niveaux décisionnels. L'aspect le plus important de la SAD consiste à identifier le stade du processus de prise de décisions ou les décisions à prendre pour aider les décideurs à s'acquitter de leurs obligations et de leurs responsabilités en matière d'organisation.

En conséquence, on envisage de traiter cette question d'une manière inédite: toutes les autres activités entreprises jusqu'ici, qu'elles soient ou non directement liées à la gestion des ressources en eau et à la gestion des ressources naturelles en général, seraient intégrées (planification du littoral, SIG, évaluation et planification de l'environnement, etc.).

Protection des sols:

Cette activité a pour objectifs d'évaluer et de surveiller la vulnérabilité des ressources en sol ainsi que de protéger et de conserver le sol par l'application de mesures préventives, et de promouvoir la réhabilitation des sols assainis et la restauration du couvert végétal. Des mesures contre l'érosion et la désertification seront encouragées.

La justification d'un tel projet tient au fait que l'érosion est l'une des principales causes de dégradation des écosystèmes côtiers, de la disparition d'habitats, et du déclin de la biodiversité, et qu'il en résulte notamment une diminution de la productivité biologique entraînant de graves crises socio-économiques et des conditions de pauvreté. La lutte contre l'érosion constitue l'un des thèmes majeurs du PAM Phase II et des Domaines prioritaires d'activités du PAM (1996-2005).

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en S.E.U.) | | | | | | | | |
|--|---------|----------------------------|---------------|----------------|---------------|---------------|-----|----------------|---------|--|
| | | 1998 | | | 1999 | | | | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT | | | |
| <u>Gestion des ressources en eau</u> | | | | | | | | | | |
| Développement du SAD pour la gestion des ressources en eau, y compris l'organisation de réunions d'experts | CAR/PAP | 16.000 | | 167.000 | | 50.000 | | 166.000 | | |
| Problème de l'eau (CMDD - Gestion de la demande en eau / Etudes de cas sur les recommandations d'ordre politique et stratégique) et problèmes des sols/forêts (occupation et gestion des sols) | CAR/PB | | 20.000 | | | 20.000 | | | | |
| Appui aux activités de la CMDD portant sur la gestion de la demande en eau | CAR/PAP | 10.000 | | | 10.000 | | | | | |
| Mise en oeuvre d'une approche pluridisciplinaire pour l'évaluation des ressources en terre dans les zones arides (eau, sol, végétation) et de leur adéquation à une exploitation judicieuse | CAR/TDE | | | 15.000 | | 10.000 | | | | |
| Participation à l'application d'un système d'information pour la gestion de l'eau par la mise en place d'un réseau de centres de télédétection afin de partager les données et les résultats d'activités déjà réalisées et/ou en cours concernant cette question | CAR/TDE | | | 20.000 | | | | | 20.000 | |
| <u>Protection des sols</u> | | | | | | | | | | |
| Réunion d'experts et assistance aux pays | CAR/PAP | 20.000 | | 120.000 | 25.000 | | | 120.000 | | |
| <u>Aquaculture</u> | | | | | | | | | | |
| Gestion intégrée écologiquement rationnelle de l'aquaculture | CAR/PAP | | | 100.000 | | | | | 120.000 | |
| TOTAL ACTIVITES | | 46.000 | 20.000 | 422.000 | 35.000 | 80.000 | | 426.000 | | |

VI. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT

Objectifs

Les activités relatives à l'intégration de l'environnement et du développement seront pour l'essentiel reliées aux objectifs et aux priorités de la CMDD.

Le MED POL, le CAR/PAP et le CAR/PB vont consacrer une fraction substantielle de leurs ressources à ces activités soit pour préparer les documents et réunions de travail prévus par la Commission, soit pour assurer le suivi des recommandations adoptées à la suite des travaux de la Commission. Une partie des ressources devra être recherchée à l'extérieur.

| ACTIVITE | BUREAU | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|---|---------|-----------------------------|--------|-----------|---------|--------|-----------|
| | | 1998 | | | 1999 | | |
| | | MTF | UE | EXT | MTF | UE | EXT |
| <u>Industrie</u> Industrie et développement durable (assistance aux travaux de la CMDD) | MEDPOL | 30.000 | | | 20.000 | | |
| <u>Activités d'appui à des thèmes prioritaires de la CMDD (Indicateurs du développement durable, tourisme durable, gestion du développement urbain/rural, zone de libre-échange Euro-Med et environnement)</u> Rapports détaillés, recommandations d'ordre politique et stratégique et organisation de groupes de travail et d'ateliers (capital d'amorçage) de concert avec les gestionnaires de tâches concernés | CAR/PB | 90.000 | | | 90.000 | | |
| <u>Appui aux groupes de travail de la CMDD</u> Ateliers et publications correspondantes (études, recommandations) | CAR/PB | | | 150.000 | | | 150.000 |
| Observatoire méditerranéen pour l'environnement et le développement (Base de données, statistiques et indicateurs, analyse des institutions/profils de pays, étude thématiques socio-économiques et environnementales, assistance aux observatoires nationaux principalement sous forme de capital d'amorçage pour entretenir les activités et mobiliser des fonds extérieurs) | CAR/PB | | 60.000 | | | 60.000 | |
| <u>MEDO</u> Indicateurs du développement durable en Méditerranée (Projet soutenu pour trois ans par la DG XI/LIFE/CE) | CAR/PB | | | 300.000 | | | 300.000 |
| Indicateurs de performance en matière d'environnement - Surveillance des performances dans le cadre du programme METAP III (Projet soutenu par les partenaires de METAP pour au moins trois ans) | CAR/PB | | | 250.000 | | | 250.000 |
| Programme MEDSTAT (Projet programme appuyé par EUROSTAT/CE) | CAR/PB | | | 120.000 | | | 120.000 |
| Etat de l'environnement et du développement durable en Méditerranée (en coopération et avec l'appui de l'AEE/UE) | CAR/PB | | | 250.000 | | | 250.000 |
| <u>Tourisme</u> Elaboration de stratégies de développement durable en rapport avec les priorités de la CMDD | CAR/PAP | | 30.000 | 24.000 | | 35.000 | 39.000 |
| <u>Gestion des déchets solides:</u> Atelier sur le choix et le mode de financement de l'aménagement, de l'exploitation et de l'entretien d'unités de collecte et de traitement des déchets solides | CAR/PAP | | | 15.000 | | | 35.000 |
| TOTAL ACTIVITES | | 120.000 | 90.000 | 1.109.000 | 110.000 | 95.000 | 1.144.000 |

FRAIS ADMINISTRATIFS ET DE FONCTIONNEMENT:

1. UNITE DE COORDINATION, Athènes, Grèce

| | Budget approuvé (en \$ E.U.) | | | Budget proposé (en \$ E.U.) | | | | | |
|---|---------------------------------|------------------|----------------|--------------------------------|------------------|----------------|------|------------------|----------------|
| | 1997 | | | 1998 | | | 1999 | | |
| | m/m | MTF | CC GRECE | m/m | MTF | CC GRECE | m/m | MTF | CC GRECE |
| Personnel d'encadrement | | | | | | | | | |
| Coordonnateur - D.2 | 12 | 122.000 | | 12 | 125.000 | | 12 | 128.000 | |
| Coordonnateur adjoint - D.1 | 12 | 116.000 | | 12 | 119.000 | | 12 | 122.000 | |
| Administrateur de programme (hors classe)/ Economiste - P.5 | 12 | 115.000 | | 12 | 118.000 | | 12 | 121.000 | |
| Fonctionnaire d'administration/gestion des fonds - P.4 | 12 | * | | 12 | * | | 12 | * | |
| Coordonnateur du MEDPOL - P.5 | 6 | 55.000 | | 12 | 112.000 | | 12 | 116.000 | |
| Administrateur du programme (hors classe) pour le MEDPOL - P.5 | 12 | 115.000 | | 12 | 118.000 | | 12 | 121.000 | |
| Administrateur de 1ère classe/spécialiste en sciences de la mer pour le MEDPOL - P.4 | 12 | 89.000 | | 12 | 91.000 | | 12 | 94.000 | |
| Spécialiste de traitement des données - P.4 | 12 | 88.000 | | 12 | 90.000 | | 12 | 92.000 | |
| Total Personnel d'encadrement | | 700.000 | | | 773.000 | | | 794.000 | |
| Appui administratif | | | | | | | | | |
| Assistante chargée de l'information - G.6/G.7 | 12 | 34.000 | | 12 | 35.000 | | 12 | 36.000 | |
| Assistante administrative - G.6/G.7 | 12 | * | | 12 | * | | 12 | * | |
| Secrétaire (hors classe) - G.5 | 12 | 29.000 | | 12 | 30.000 | | 12 | 30.000 | |
| Employée administrative - G.4 | 12 | * | | 12 | * | | 12 | * | |
| Assistante de traitement des données - G.5 | 12 | * | | 12 | * | | 12 | * | |
| Assistante de recherche - G.4/G.5 | 12 | 29.000 | | 12 | 30.000 | | 12 | 30.000 | |
| Secrétaire - G.4 | 12 | * | | 12 | * | | 12 | * | |
| Secrétaire - G.4 | 12 | 28.000 | | 12 | 29.000 | | 12 | 29.000 | |
| Secrétaire - G.3/G.4 | 12 | 28.000 | | 12 | 29.000 | | 12 | 29.000 | |
| Secrétaire (MEDPOL) - G.3/G.4 | 12 | 28.000 | | 12 | 29.000 | | 12 | 29.000 | |
| Secrétaire (MEDPOL) - G.4 | 12 | 28.000 | | 12 | 29.000 | | 12 | 29.000 | |
| Secrétaire (MEDPOL) - G.4 | 12 | 28.000 | | 12 | 29.000 | | 12 | 29.000 | |
| Employée chargée des télécommunications - G.3 | 12 | 26.000 | | 12 | 27.000 | | 12 | 27.000 | |
| Chauffeur/employé - G.3 | 12 | 25.000 | | 12 | 26.000 | | 12 | 26.000 | |
| Employée de bureau/dactylographe - G.3 | 12 | 24.000 | | 12 | 25.000 | | 12 | 25.000 | |
| Employé/Coursier - G.1/G.2 | 12 | 19.000 | | 12 | 19.000 | | 12 | 20.000 | |
| Assistance temporaire | | 15.000 | | | 16.000 | | | 32.000 | |
| Heures supplémentaires | | 19.000 | | | 19.000 | | | 20.000 | |
| Frais de réception | | | | | 20.000 | | | 25.000 ** | |
| Total appui administratif | | 360.000 | | | 392.000 | | | 416.000 | |
| Voyages en mission | | 106.000 | | | 109.000 | | | 111.000 | |
| Frais de fonctionnement | | | | | | | | | |
| Location | | | 122.000 | | | 130.000 *** | | | 137.000 |
| Autres frais de fonctionnement (y compris articles divers) **** | | 54.000 | 278.000 | | 80.000 | 270.000 | | 80.000 | 263.000 |
| Total frais de fonctionnement | | 54.000 | 400.000 | | 80.000 | 400.000 | | 80.000 | 400.000 |
| TOTAL FRAIS ADMINISTRATIFS | | 1.220.000 | 400.000 | | 1.354.000 | 400.000 | | 1.401.000 | 400.000 |

* Rémunéré sur les coûts d'appui au programme.

** Réunion des Parties contractantes.

*** En cas de transfert dans d'autres locaux, la rectification budgétaire résultant du nouveau loyer devrait être approuvée par le Bureau.

**** Ordinateurs/ bureautique/ communications.

2. ORGANISATIONS COOPERANT AU MED POL

Le budget reflète la structure approuvée à la réunion des Parties contractantes à Montpellier en 1996. Le poste d'ingénieur d'entretien de l'AIEA (MEL/AIEA) venu à échéance en 1997 n'a pas été reconduit.

| | | Budget approuvé (en \$ E.U.) | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|-----|------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| | | 1997 | 1998 | 1999 |
| | | MTF | MTF | MTF |
| Personnel d'encadrement | m/m | | | |
| Administrateur de programme OMS / Conseiller scientifique principal. Unité de coordination du PAM (Athènes) - P.5 | 12 | 110.000 | 113.000 | 115.000 |
| Ingénieur d'entretien AIEA (MEL) (Monaco) - P.3 | 6 | 95.000 | - | - |
| Total Personnel d'encadrement | | 205.000 | 113.000 | 115.000 |
| Appui administratif | | | | |
| Secrétaire OMS - Unité de Coordination du PAM (Athènes) - G.5 | 12 | 29.000 | 30.000 | 30.000 |
| Laborantin AIEA - MEL (Monaco) - G.6 | 12 | 55.000 | 56.000 | 58.000 |
| Assistance temporaire OMS - (Athènes) | 6 | 15.000 | - | - |
| Assistance temporaire OMM - OMM/Siège (Genève) | | 13.000 | 13.000 | 14.000 |
| Assistance temporaire COI - COI/Siège (Paris) | | 13.000 | 13.000 | 14.000 |
| Total appui administratif | | 125.000 | 112.000 | 116.000 |
| Voyage en mission | | | | |
| OMS (Athènes) | | 16.000 | 15.000 | 15.000 |
| OMM (Genève) | | 10.000 | 5.000 | 5.000 |
| AIEA (Monaco) | | 20.000 * | 15.000 * | 15.000 * |
| COI/UNESCO (Paris) | | 9.000 | 5.000 | 5.000 |
| Total voyages | | 55.000 | 40.000 | 40.000 |
| Frais de fonctionnement | | ** | ** | ** |
| TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT | | 385.000 | 265.000 | 271.000 |

* Comprend des missions sur le terrain pour le programme d'assurance qualité des données.

** Les frais de fonctionnement encourus par le personnel OMS en poste à l'Unité de coordination d'Athènes sont couverts par les frais de fonctionnement de l'Unité. Les frais de fonctionnement encourus à leurs propres sièges ou bureaux régionaux sont couverts par les Organisations respectives au titre de leurs contributions de contrepartie.

3. CENTRE REGIONAL MEDITERRANEEN POUR L'INTERVENTION D'URGENCE CONTRE LA POLLUTION MARINE ACCIDENTELLE (REMPEC) La Vallette, Malte

Organisation coopérante: OMI

| | | Budget approuvé (en \$ E.U.) | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|-----|------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| | | 1997 | 1998 | 1999 |
| | | MTF | MTF | MTF |
| Personnel d'encadrement * | m/m | | | |
| Directeur - D.1 | 12 | 128.000 | 131.000 | 134.000 |
| Expert technique - P.4 | 12 | 112.000 | 115.000 | 115.000 |
| Chimiste - P.4 | 12 | 102.000 | 105.000 | 105.000 |
| Total Personnel d'encadrement | | 342.000 | 351.000 | 354.000 |
| Appui administratif | | | | |
| Assistante chargée de l'information - G.6 | 12 | 20.000 | 21.000 | 21.000 |
| Secrétaire (hors classe)/Assistante administrative - G.6 | 12 | 20.000 | 21.000 | 21.000 |
| Secrétaire employé- G.4 | 12 | 17.000 | 17.000 | 17.000 |
| Secrétaire employé - G.4 | 12 | 17.000 | 17.000 | 17.000 |
| Gardien/reproducteur de documents - G.3 | 12 | 16.000 | 16.000 | 16.000 |
| Total appui administratif | | 90.000 | 92.000 | 92.000 |
| Voyages en mission | | 35.000 | 35.000 | 35.000 |
| Frais de fonctionnement | | 85.000 | 85.000 | 85.000 |
| TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT | | 552.000 | 563.000 | 566.000 |

* Le REMPEC a proposé la création d'un poste P.2 de Fonctionnaire d'administration/gestion des fonds à Malte. Le coût d'un tel poste serait de 78.000 \$ E.U. en 1998 et de 85.000 en 1999. Le Secrétariat n'a pas été en mesure d'assurer les crédits nécessaires.

4. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES DU PLAN BLUE (CAR/BP)
Sophia Antipolis, France

L'augmentation annuelle des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement est d'environ 3%. Pour répondre au développement des activités que le Centre mène avec le PAM et avec d'autres partenaires internationaux (CE, METAP, etc.), il est prévu qu'un directeur scientifique, détaché par le gouvernement français, sera nommé au début de 1998.

| | | Budget approuvé (en \$ E.U.) | | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|----|---------------------------------|------------|--------------------------------|---------|
| | | 1997 | | 1998 | |
| | | MTF | | MTF | |
| Personnel d'encadrement | | m/m | | | |
| Président | 12 | | | | |
| Directeur | 12 | * | * | * | |
| Directeur adjoint/Coordonnateur de l'Observatoire | 12 | 100.000 ** | 104.000 ** | 108.000 ** | |
| Directeur scientifique | 12 | - | - | - | |
| Spécialiste en analyse systémique et prospective | 12 | 72.000 | 75.000 | 77.000 | |
| Informaticien | 12 | 42.000 ** | 44.000 | 46.000 ** | |
| Spécialiste de l'environnement | 12 | *** | *** | *** | |
| Documentaliste/questions institutionnelles | 12 | *** | *** | *** | |
| Expert en SIG | 12 | * | * | * | |
| Responsable des études | 12 | - | * | * | |
| Fonctionnaire chargé de l'administration et des finances | 12 | 47.000 ** | 49.000 ** | 52.000 ** | |
| Total Personnel d'encadrement | | | 261.000 | 272.000 | 283.000 |
| Appui administratif | | | | | |
| Assistante collecte de données/Secrétaire (hors classe) | 12 | 43.000 | 45.000 | 47.000 | |
| Secrétaire bilingue | 12 | 43.000 | 45.000 | 47.000 | |
| Secrétaire | 12 | **** | **** | **** | |
| Aide documentaliste | 12 | - | **** | **** | |
| Assistance temporaire | | 20.000 | 20.000 | 20.000 | |
| Total appui administratif | | | 106.000 | 110.000 | 114.000 |
| Voyages en mission | | | 30.000 | 30.000 | 30.000 |
| Frais de fonctionnement | | | 50.000 | 50.000 | 50.000 |
| TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT | | | 447.000 | 462.000 | 477.000 |

- * Détaché par le gouvernement français (le poste de Directeur scientifique est vacant depuis mai 1997).
- ** Complément versé par le gouvernement français et les autorités locales/régionales (au titre de frais de fonctionnement et de bureau).
- *** Rémunéré par la DG XI/LIFE/CE pour 1998 et 1999.
- **** Rémunéré par le gouvernement français au titre du budget de fonctionnement et d'allocation d'études spéciales.

**5. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES DU PROGRAMME D' ACTIONS PRIORITAIRES (CAR/PAP)
Split, Croatie**

L'augmentation des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement est nécessaire en raison d'une tendance soutenue au relèvement des salaires du secteur public en Croatie (à raison de 7,3% selon les données officielles pour 1996), ce qui risque d'aggraver le retard des traitements du Centre. En dépit de la hausse récente du cours du dollar, l'augmentation prévue se situe en dessous des niveaux enregistrés en Croatie en 1993-94, et elle peut être encore tenue pour insuffisante.

L'augmentation des frais de fonctionnement est nécessaire en raison du taux d'inflation élevé en Croatie et de la nécessité de renouveler le matériel informatique.

| | | Budget approuvé (en \$ E.U.) | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|------------|------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| | | 1997 | 1998 | 1999 |
| | | MTF | MTF | MTF |
| Personnel d'encadrement | m/m | | | |
| Directeur | 12 | 44.000 | 46.000 | 47.000 |
| Directeur adjoint | 12 | 32.000 | 34.000 | 35.000 |
| Total Personnel d'encadrement | | 76.000 | 80.000 | 82.000 |
| Appui administratif | | | | |
| Assistante hors classe aux projets/traductrice | 12 | 23.000 | 24.000 | 25.000 |
| Assistante aux projets/traductrice | 12 | 22.000 | 23.000 | 24.000 |
| Assistante aux projets/traductrice | 12 | 22.000 | 23.000 | 24.000 |
| Assistante aux projets/traductrice | 12 | 22.000 | 23.000 | 24.000 |
| Assistante administrative | 12 | 22.000 | 23.000 | 24.000 |
| Commis aux finances | 12 | 22.000 | 23.000 | 24.000 |
| Assistance temporaire | | 9.000 | 12.000 | 14.000 |
| Total appui administratif | | 142.000 | 151.000 | 159.000 |
| Voyages en mission | | 27.000 | 28.000 | 30.000 |
| Frais de fonctionnement | | 83.000 | 90.000 | 90.000 |
| TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT | | 328.000 | 349.000 | 361.000 |

6. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LES AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES (CAR/ASP)
Tunis, Tunisie

| | | Budget approuvé (en \$ E.U.) | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|-----|------------------------------------|-----------------------------------|----------------|
| | | 1997 | 1998 | 1999 |
| | | MTF | MTF | MTF |
| Personnel d'encadrement | m/m | | | |
| Directeur | 12 | 33.000 * | 33.000 * | 33.000 * |
| Expert | 12 | 16.500 * | 16.500 * | 16.500 * |
| Expert | 12 | 62.500 | 62.500 | 62.500 |
| Documentaliste | 12 | 44.000 | 44.000 | 44.000 |
| Total Personnel d'encadrement | | 156.000 | 156.000 | 156.000 |
| Appui administratif | | | | |
| Assistante administrative | 12 | 14.000 | 14.000 | 14.000 |
| Secrétaire bilingue | 12 | 12.000 | 12.000 | 12.000 |
| Chauffeur | 12 | 6.500 | 6.500 | 6.500 |
| Commis aux finances | 12 | -** | -** | -** |
| Préposé à l'entretien | 12 | - | -** | -** |
| Gardien | 12 | - | -** | -** |
| Assistance temporaire | | - | 9.500 | 9.500 |
| Total appui administratif | | 32.500 | 42.000 | 42.000 |
| Voyages en mission | | 25.000 | 25.000 | 25.000 |
| Frais de fonctionnement | | 60.500 | 60.000 | 60.000 |
| TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT | | 274.000 | 283.000 | 283.000 |

* Représente les fonds alloués pour compléter le traitement versé par le pays hôte.

** Rémunéré par le pays hôte.

7. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LA TELEDETECTION DE L'ENVIRONNEMENT
(CAR/TDE) Palerme, Italie

| | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|-----------------------------------|------|
| | 1998 | 1999 |
| TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT | * | * |

* Les dépenses de personnel et frais de fonctionnement sont entièrement pris en charge par la contribution de contrepartie du gouvernement italien pour le CAR/TDE.

8. CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES POUR LA PRODUCTION PROPRE (CAR/PP)
Barcelone, Espagne

| | Budget proposé (en \$ E.U.) | |
|---|-----------------------------------|------|
| | 1998 | 1999 |
| TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT | * | * |

* Les dépenses de personnel et frais de fonctionnement sont entièrement pris en charge par le gouvernement espagnol.

ANNEXE I**Projet de recommandations du groupe ad hoc sur les structures de l'Unité MED,
du MED POL et des CAR****A. Recommandations d'ordre général**

1. Le Groupe est d'avis que, étant donné que les questions auxquelles est confronté le PAM sont bien définies et hiérarchisées dans le cadre de la Convention et des Protocoles récemment approuvés, du programme Action MED 21 et de la CMDD, une démarche mieux intégrée et coordonnée est à adopter pour les travaux de l'Unité MED, du MED POL et des CAR. Il convient de rationaliser le travail du Secrétariat, d'améliorer ses modalités de gestion et de conférer à ses activités une synergie et une transparence plus marquées pour lui permettre d'assumer ses nouvelles responsabilités.
2. Le Groupe réaffirme que l'Unité de coordination constitue l'organe principal et prééminent dans le dispositif du PAM.
3. La responsabilité de la mise en oeuvre des Protocoles incombe, en dernier ressort, à l'Unité de coordination du PAM. Les Centres qualifiés veillent à l'application des aspects techniques des Protocoles.
4. Le Groupe recommande toutefois que l'Unité d'Athènes délègue certaines tâches aux Centres d'activités régionales, à savoir par exemple la coordination de quelques projets PAC, la coordination des questions relatives à la biodiversité, et la représentation du PAM auprès d'instances extérieures, et ce tout en conservant la responsabilité de la coordination d'ensemble qui relève du Coordonnateur du PAM.
5. Le principe d'une répartition géographique équitable dans la région méditerranéenne doit être observé chaque fois que des postes nouveaux ou vacants sont à pourvoir.
6. Les fonds du PAM étant considérés comme un capital d'amorçage, il est recommandé que les relations que le PAM entretient avec les institutions et programmes de financement et de développement compétents soient renforcées, en vue de solliciter un complément de ressources financières et humaines ainsi que de compétences techniques. L'Unité de coordination se doit de présenter à ces organisations des projets concrets et bien élaborés.
7. Le Groupe recommande que le Siège du PNUE augmente son appui au PAM (et l'OMI son appui au REMPEC), notamment par une meilleure utilisation des coûts d'appui au programme pour le financement et l'administration de ces structures.
8. Le Groupe recommande le renforcement de la capacité de l'Unité MED à gérer le volet juridique du PAM.

B. Réunions des Parties contractantes et des points focaux nationaux

1. Les réunions des Parties contractantes se tiennent à un niveau ministériel afin de débattre des questions de politique et de stratégie générales concernant l'ensemble du PAM.

2. Les réunions des points focaux nationaux devraient être habilitées à examiner et finaliser soigneusement le budget-programme du PAM et à élaborer un cadre stratégique en vue de son approbation ultérieure par la réunion des Parties contractantes.

C. Centres d'activités régionales (CAR)

Le Groupe recommande ce qui suit:

1. Il convient de rechercher, autant que possible, une seule et même démarche concernant le statut juridique des CAR, mis à part le REMPEC qui est doté d'un statut Nations Unies.
2. Des accords ou échanges de lettres officiels devraient être préparés pour tous les CAR en tenant compte de la diversité des systèmes juridiques et administratifs et des conditions propres au pays hôte.
3. Les Parties contractantes hébergeant un Centre du PAM sont invitées à simplifier les procédures de délivrance des visas d'entrée, permis de séjour et permis de travail aux cadres de recrutement international, ainsi que des visas d'entrée aux représentants des Parties contractantes prenant part à des activités ou missions officielles du PAM.
4. Il devrait être signé entre le PAM/PNUE et les Centres des documents de projet spécifiant les activités que ces derniers ont à réaliser sur la base des priorités fixées par les Parties contractantes. Les pays hôtes de Centres nationaux devraient apporter une contribution de contrepartie pour couvrir les coûts de fonctionnement.
5. Les CAR devraient s'employer de leur mieux à solliciter des fonds supplémentaires auprès de sources extérieures, en pleine coopération et consultation préalable avec l'Unité MED.
6. Le Groupe recommande que l'Unité MED procède, sur une base régulière, à une évaluation des activités des CAR et des autres programmes du PAM, en prenant en compte le rapport coût-efficacité.
7. Le Groupe recommande que l'Unité MED/PNUE procède, sur une base régulière, à un audit financier des activités des CAR financées par le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée.

Personnel

8. Le recrutement des cadres internationaux ou étrangers rémunérés sur le Fonds d'affectation spéciale devrait reposer sur un avis de vacance de poste que l'Unité MED adresse à toutes les Parties contractantes. La nomination du directeur d'un Centre doit intervenir en consultation avec l'Unité MED, sur la base d'un avis de vacance de poste établi conjointement par le pays hôte et l'Unité MED.
9. Les consultants et experts recrutés par les Centres sont sélectionnés en pleine concertation avec l'Unité MED. Il convient d'observer le principe de la diversification des nationalités des consultants recrutés.